

Les citoyens du monde entier favorables à une hausse du financement du développement

Dossier de rédaction de H2o
June 2025

Du 30 juin au 3 juillet 2025, Séville accueillera la 4^{ème} Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4). Cette conférence offre une occasion historique d'obtenir des ressources tant attendues pour le développement durable dans les pays du Sud. Une étude récente révèle que la majorité des citoyens sont favorables à des mesures mondiales de redistribution ou de lutte contre le changement climatique, même dans les pays à hauts revenus qui seraient mis à contribution.

En 2015, tous les pays ont unanimement adopté les Objectifs de développement durable (ODD). Dix ans plus tard, les deux premiers objectifs - éradiquer l'extrême pauvreté et la faim d'ici 2030 - sont loin d'être atteints. Il est désormais clair que l'extrême pauvreté ne pourra être éradiquée au cours de la décennie si les pays à hauts revenus ne respectent pas leur engagement d'accroître les transferts internationaux¹. Ces dernières années, diverses solutions innovantes pour financer le développement durable ont été proposées. L'Union africaine appelle à un régime mondial de taxation du carbone. L'Inde appelle à un financement accru de l'action climatique par les pays développés. Au G20, le Brésil a proposé une taxation coordonnée des milliardaires pour financer des programmes de lutte contre la pauvreté. Le groupe de travail sur les prélèvements de solidarité mondiale, mis en place par les gouvernements de la France, du Kenya et de la Barbade, propose de nouvelles taxes internationales sur la fortune, les transactions financières et l'aviation. Les gouvernements des pays à hauts revenus sont généralement réticents à adopter des mesures de financement du développement. Pourtant, cette réticence reflète-t-elle les préférences de leurs propres populations ? Une étude, réalisée par une équipe de recherche internationale conduite par le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement et récemment publiée dans *Nature Human Behaviour*, montre le contraire. Ces résultats inédits pourraient contribuer à débloquer les négociations internationales sur les questions climatiques et fiscales.

CNRS